

Devenir des consommatrices solidaires

Autor(en): **Moreau, Thérèse**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **75 (1987)**

Heft [12]

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278479>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Devenir des consommatrices solidaires

Suite à la conférence de Nairobi, les associations féminines ont décidé de se revoir tous les ans pour faire le point sur les progrès concrets accomplis en faveur d'une réelle solidarité avec le Tiers Monde.

C'est ce qu'on fait les associations suisses féminines et d'entraide au tiers monde ce 10 novembre à Berne lors du colloque « La consommation sur le dos des pauvres ». En effet, ce que nous achetons — nourriture, vêtements, produits « exotiques », etc. — influe sur la vie des femmes et des hommes dans les pays en voie de développement.

Manger des bananes bon marché, par exemple, signifie que les cultures vivrières disparaissent au profit de la monoculture et des transnationales dans les pays où on les récolte. C'est le cas pour la plupart des pays d'Amérique centrale et du Sud où les « républiques de bananes » sont les fiefs des gros trusts agro-alimentaires. C'est pourquoi Mme Ursula Brunner a encouragé les participant-e-s à fréquenter les Magasins du Monde et à acheter les bananes du Nicaragua. Ce fruit est souvent pour celles et ceux qui le cultivent (mais n'ont pas le droit de le manger) l'unique moyen d'existence. Au Nicaragua, la banane est devenue « symbole d'indépendance et de liberté » alors que partout ailleurs elle signe « la dépendance et la main-mise des transnationales ».

Mme Monique Bauer-Lagier a ensuite parlé des conséquences du boycottage des ananas Del Monte. Elle a fait partie de la délégation qui s'est rendue aux Philippines vérifier si les conditions de travail s'étaient améliorées. Pour cela, elle a rencontré des responsables de Del Monte, des ministres, des personnalités du monde social et intellectuel mais des employé-e-s de la firme, des paysan-ne-s ayant accepté ou refusé de louer leurs terres pour agrandir la plantation, des chômeurs/euses. Elle estime que, face à une situation sociale très alarmante, seule une réforme agraire profonde pourrait sortir le pays de la crise et qu'il ne faut pas être dupes d'une propagande qui a vite fait de qualifier de « révolutionnaires communistes » celles et ceux qui luttent pour survivre. Par ailleurs, si l'entreprise Del Monte fait beaucoup pour son personnel qui est payé 40 % de plus que le SMIG, nombre des promesses faites à la suite du



boycott restent encore des vœux pieux. C'est ainsi que les contrats de fermage des terres ne sont toujours qu'en anglais, langue inconnue des petit-e-s paysan-ne-s, que le loyer du fermage (6 ans) n'est pas indexé, que la première location équivaut de fait à une location vente, que le rôle des syndicats n'est pas encouragé.

Après ces deux exposés, les participant-e-s se sont scindé-e-s en quatre groupes de travail : 1) sari, blue — jeans et boubous ; 2) consommation de viande ; 3) médicaments et produits chimiques ; 4) de l'exotisme dans nos coupes de fruits. Tou-te-s sont retrouvé-e-s pour approuver, en accord avec « pour un marché équitable avec le Tiers Monde », la résolution suivante :

Dans le cadre du projet de loi sur la protection des consommateurs, le parlement est chargé d'indiquer aussi la provenance des produits, de même que les conditions

écologiques et sociales de production. Ce n'est qu'en étant bien informé que le consommateur pourra favoriser tel ou tel produit selon sa conscience et volonté de solidarité envers son prochain. Les organisations féminines sont chargées de reprendre ces informations dans leurs programmes afin de sensibiliser leurs membres.

Le commerce de gros et de détail est chargé de renseigner le plus rapidement possible les acheteurs sur la provenance et les conditions de production des marchandises proposées. Enfin les consommatrices et les consommateurs sont appelés à réclamer dans les magasins une meilleure information sur les marchandises. Ils pourront ainsi participer à une action de solidarité en faveur des commerçants ainsi que des producteurs dans les pays du Tiers Monde, respectueux de l'environnement.

Thérèse Moreau